



## Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Thierry DEWINTRE.

## **Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention avec l'éco-organisme Eco-DDS pour la collecte des déchets dangereux spécifiques non professionnels dans les points propreté de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2012, Eco-DDS, éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, a pour mission de collecter et traiter à ses frais les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) issus de produits chimiques des ménages pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement, en application de l'article R.543-234 du Code de l'environnement.

Eco-DDS regroupe la plupart des metteurs sur le marché de produits concernés par la filière DDS, conformément au principe de Responsabilité Elargie du Producteur, afin qu'ils réalisent concrètement leur engagement de collecter les produits usagés qu'ils ont mis sur le marché.

Dans ce cadre, cette société à but non lucratif s'attache également à informer, sensibiliser et inciter les utilisateurs à trier et rapporter ces déchets chimiques. En 5 ans d'activités communes avec ses adhérents, Eco-DDS a pu échanger et remonter des données fiables lui permettant d'identifier et de mesurer les besoins concrets du terrain au regard de l'activité des déchèteries et de leurs agents.

Elle a initialement été agréée par arrêté du 9 avril 2013 afin de prendre en charge la gestion des DDS ménagers relevant des catégories 3 à 10, tels que les produits à base d'hydrocarbures, les produits chimiques usuels, les solvants, les produits phytosanitaires et engrais ménagers, etc... L'agrément d'Eco-DDS est arrivé à échéance le 31 décembre 2017.

Par arrêté du 22 décembre 2017, les pouvoirs publics ont renouvelé l'agrément de l'éco-organisme dédié Eco-DDS, pour un an (soit jusqu'au 31 décembre 2018), sur la base du cahier des charges de la période précédente, ceci afin de se donner un délai supplémentaire pour faire aboutir, dans un cadre concerté, un nouveau cahier des charges d'agrément.

C'est sur la base d'un nouveau cahier des charges que l'éco-organisme a été ré-agréé jusqu'au 31 décembre 2024, par un arrêté signé le 28 février 2019 (et publié au journal officiel le 10 mars 2019), et qu'il convient donc de conventionner.

La nouvelle convention est conclue pour une durée indéterminée, tant qu'EcoDDS est titulaire de manière continue d'un agrément au titre de l'article R.543-234 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre son partenariat avec l'éco-organisme Eco-DDS ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84019-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention EcoDDS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.